



# Motion du Congrès de Biarritz

**25, 26 et 27 mars 2014**

Quand la France s'enfonce dans la crise, dans les crises, elle rêve souvent d'un sauveur.

Mais en cette période tourmentée, c'est plutôt d'une politique réaliste et ambitieuse dont nous avons besoin, une politique qui en agriculture nous donnerait non seulement de l'espoir mais des solutions. Il ne s'agit plus de débattre, de se battre et de combattre mais plus sûrement de décider d'un cadre, d'un cap, d'un état d'esprit, d'un état d'urgence. Ainsi...

Nous souhaitons que l'agriculture soit considérée comme ce qu'elle est, c'est-à-dire une solution pour la France, face aux immenses perspectives qui s'offrent à elle. Les états généraux de l'agriculture, organisés le 21 février, ont démontré que l'agriculture et ses filières sont un secteur stratégique pour notre pays, créateur de valeur et d'emploi, pour peu que le gouvernement libère les énergies de celles et ceux qui entreprennent. Tout simplement.

Nous appelons à redonner à la compétitivité sa valeur-avenir pour l'emploi, le revenu, la richesse du pays, la formation et le développement. A force de contester les modèles économiques, on affaiblit le modèle social. Résolument.

Donnons au mot « simplification » tout son sens et sa réalité, non seulement dans les discours mais aussi et surtout dans les faits. Il serait temps.

Nous exigeons que les contraintes de toutes sortes, certaines ridicules, d'autres obsolètes et le plus souvent inutiles, soient levées : la réglementation communautaire, ni plus ni moins. Evidemment.

Nous proposons qu'à travers l'innovation et la recherche, nous faisons un PACS entre tradition et modernité, entre le bien être des paysans et de nos concitoyens, entre communication, influence et information. Volontairement

Nous reprenons à notre compte la volonté du pacte de responsabilité mais en lui donnant une volonté supplémentaire qui est d'être un pacte qui passe aux actes. Politiquement.

Nous considérons que la République ne peut continuer à se bercer de mots pour ne plus s'occuper des vrais ... maux. Il faut du pouvoir dans le bon sens du terme... Un pouvoir qui fait appliquer la loi ou les décisions prises et qui ne laisse pas l'administration user de prérogatives qui ne sont pas siennes. Absolument.

Nous dénonçons le décalage entre les orientations volontaristes et constructives affirmées par le gouvernement aux EGA, et les pratiques administratives observées sur le terrain, relevées par notre débat en huis-clos. Nous exigeons des corrections. Immédiatement. (1)

(1) Annexe : Demandes qui appellent des réponses immédiates

Nous posons chaque jour les fondations d'un syndicalisme de solutions, à travers un dialogue avec nos partenaires, riche et constructif. Majoritairement.

Nous indiquons qu'être agriculteur c'est un métier de professionnels, avec des attributions, des fonctions et des passions. Tout naturellement.

Nous affirmons que notre avenir est dans l'Europe dont nous sommes et resterons des bâtisseurs. Assurément.

Nous espérons que la société prenne conscience que la nostalgie agricole peut rassurer deux minutes alors que l'enjeu est d'assurer des perspectives pour les deux décennies à venir ! Question de temps.

Enfin nous soutenons nos territoires composés de terroirs variés et issus du travail d'hommes et de femmes engagés ; un travail malmené par la réintroduction d'espèces sauvages. Inlassablement.

Nous sommes entre les 2 tours des municipales et à la veille d'élections européennes cruciales. La démagogie remplace l'efficacité et le discours supplée l'action. Dans notre ferme ou ici à Biarritz, nous avons la même conviction : le « goût de produire et produire du goût » répond à une cause nationale : nourrir les hommes et s'inscrire dans une croissance durable.

Notre motion s'adresse en priorité au Ministre de l'Agriculture, au Gouvernement mais bien sûr au Président de la République et à l'ensemble des décideurs politiques de notre pays.

L'agriculture n'est pas une variable d'ajustement, c'est le ferment d'un modèle français que l'on veut humain et efficient.

« Seul on peut aller vite, ensemble on peut aller loin ».

## ANNEXE

### **Demandes qui appellent des réponses immédiates du Ministre de l'agriculture**

*Nous dénonçons le décalage entre les orientations volontaristes et constructives affirmées par le gouvernement aux EGA, et les pratiques administratives observées sur le terrain qu'a relevées notre débat en huis-clos. Nous exigeons des corrections immédiates qui dépendent directement et uniquement des décisions du gouvernement français.*

- L'escabeau et le travail en hauteur! Comment former de jeunes apprentis, comment leur donner leur chance dans le monde du travail, s'ils ne peuvent même pas monter sur un traineau de cueillette ?
- Définir clairement ce qu'est un fossé, un cours d'eau et leurs règles d'entretien ; même le ministre de l'écologie quand il va sur le terrain ne se rend pas compte qu'il est dans le fossé !
- Désarmer d'urgence les contrôleurs de l'Onema et élaborer une charte du contrôle.
- Débloquer immédiatement les financements pour l'édification de nouvelles retenues d'eau ; et intégrer les projets de filière dans les SDAGE et les SAGE.
- Oser une autre réflexion sur la mise en œuvre de la directive nitrate fondée agronomiquement et gérable par les agriculteurs et les éleveurs. Et à court terme : accompagner financièrement les éleveurs dans leurs investissements de stockage des effluents ; remettre à plat la question de l'épandage sur les pentes.

- Mettre en œuvre des plans d'action dans les aires d'alimentation de captage qui concilient protection et production.
- Imposer un dépôt de caution obligatoire pour les auteurs de recours contre les installations classées ;
- Refuser les surenchères dans la mise en œuvre des futures SIE : ce serait un casus belli que la France impose des contraintes supplémentaires sur l'utilisation de phytosanitaires sur les cultures intermédiaires.
- Privilégier dans le FEADER, des mesures de soutien aux investissements productifs, en conformité avec les priorités stratégiques définies par FranceAgriMer.
- Proposer à la Commission des MAEC réalistes et pragmatiques sur le plan agronomique
- Prendre en compte les spécificités des zones intermédiaires et des productions végétales méditerranéennes, et mettre en œuvre des solutions adaptées.